

Débat public

**PENSÉE UNIQUE, CULTURE UNIQUE ET...
LANGUE UNIQUE**

en partenariat avec le Festival d'Avignon

Mardi 20 juillet à 15h30

Cour du Cloître Saint-Louis à Avignon

- Quels dangers pour la culture ?
- Quelles responsabilités de nos dirigeants et de l'Union européenne ?
- Quelles pistes de résistance ?

Débats conduits par Georges Gastaud, philosophe, président du COURRIEL et **Matthieu Varnier**, secrétaire général, avec **Gaston Pellet**, membre du Bureau

Soutien et/ou présence de

Gérard Gélas auteur, metteur en scène, directeur du Chêne Noir,
Luc Béraud cinéaste, **Jean Métellus**, **Maxime Vivas** écrivains,
Gérard Streletski, chef d'orchestre, Maître de conférence à Lyon 2,
Sapho, **Francesca Solleville**, **Jihad Darwiche**, **Michel Bülher**,
Julos Beaucarne , chanteurs, conteurs, **Régis Ravat** syndicaliste...

Paru dans BRN (*Bastille-République-Nation*) :

Tenir sa langue pour ne pas être réduit au silence

Une guerre semble déclarée au français par l'intrusion larvée mais massive de l'anglais – ou d'un sous-anglais – dans tous les domaines de la vie sociale, notamment dans le monde de l'entreprise. Cette tendance n'est pas innocente : elle tend à marginaliser une large part de la population, qui pourrait devenir étrangère dans son propre pays. Le phénomène n'est pas propre à la France, et vise à déposséder les peuples de leur propre vision du monde, inséparable de la langue.

La caste financière qui domine notre pays planifie-t-elle le basculement de la France vers le « tout-anglais » pour les, voire pour la, prochaine(s) décennie(s) ? Cette perspective, pour incroyable qu'elle puisse paraître, pourrait être étayée par de nombreux exemples.

Ainsi, sur TF1, on ne compte plus les écrans publicitaires qui s'affichent en anglais, dans la totale indifférence du CSA. La représentante française a chanté en anglais lors de l'eurovision 2008 sans qu'on ne s'en émeuve en haut lieu. Les supermarchés Atac sont rebaptisés *Simply Markets* (« *be happy, be simply* » !), Champion devient *Carrefour Market* pendant que les villes se couvrent d'enseignes en *franglish*. Berceau de notre littérature, le Val-de-Loire se voit renommé *Loire Valley*. Les ex-services publics se lâchent : pour vanter le Livret A, la Poste proclame *I love L.A.*, pendant que la SNCF lance ses *Family TGV*. Sans le veto d'un préfet courageux, l'aéroport Lyon Saint-Exupéry serait déjà *Lyon Airports*...

Le phénomène est plus flagrant encore dans les entreprises. Chez Toyota, les *production operators* de chaîne obéissent aux *Team managers* ; des syndicats de base CGT, CFTC, CGC et UNSA regroupés en Intersyndicale en sont à revendiquer le *droit des salariés à travailler en français en France*. Quant aux ouvriers de Continental, ils ont appris en anglais leur licenciement collectif.

Des grands groupes n'hésitent plus à rechercher des cadres « *english mother language* », sans que la dite « Haute autorité », censée sévir contre les discriminations, ne pointe cette véritable préférence nationale à l'envers. Les Français qui suent pour apprendre le *Wall Street English* vanté dans les rames du métro ne feront pas longtemps le poids face aux anglo-« natifs ».

Les médias ne sont pas en reste, où déferlent les américanimes (du « *Morning* » au *Mouv'* en passant par le « *crumble* » de France-Inter...). Alors qu'existent les termes français, le média-formatage des cerveaux substitue systématiquement *challenge* à défi et « *meil* » à courriel. On n'en est plus aux traditionnels emprunts d'une langue à une autre quand la gent branchée préfère la *positive attitude* à l'« attitude positive » et dit plus spontanément *yes !* que oui.

Au point que le philosophe Michel Serres – peu soupçonnable de dérives « franchouillardes » – s'indigne : « il y a plus d'anglais aujourd'hui sur les murs de Paris qu'il n'y avait d'allemand sous l'Occupation ». Et Hubert Védrine enchérit : « peut-être le français survivra-t-il à tout cela ; peut-être pas... ».

Dans ce contexte, il n'est sans doute pas excessif d'évoquer un plan totalitaire d'*anglophonisation* de la France, dont les chefs d'orchestre paraissent de moins en moins clandestins. A commencer par les gouvernements anglais et américain qui, depuis 1945, poussés par leurs firmes transnationales, investissent d'énormes sommes pour anglophoniser la planète, comme le révèle le linguiste Claude Hagège (1). Ensuite, l'Union européenne dont 80% des textes sont, très illégalement, exclusivement rédigés en anglais (2).

L'état-major patronal européen bat la mesure : « *les présidents des quarante-six plus grandes sociétés du continent ont obtenu que tous les documents des États candidats à l'intégration dans l'UE soient exclusivement rédigés en anglais* », écrivait déjà Hagège en 2006(1). Le congrès du MEDEF vient d'adopter pour devise : « *Ready for the future !* » (« prêt pour l'avenir »). Dans un registre plus institutionnel, et avec de lourdes conséquences, la France a finalement ratifié le protocole de Londres, ouvrant la voie au monopole de fait de l'anglais sur les brevets (cf. BRN n°34 du 27/11/07).

On se souvient qu'Ernest-Antoine Seillière, appelé à intervenir en 2003 devant le Conseil européen, annonça qu'en tant que président de la confédération patronale européenne *Business-Europe*, il s'exprimerait en « *anglais, la langue des affaires et de l'entreprise* ». Quant au président de la banque centrale européenne (BCE), il déclarait devant les eurodéputés lors de sa prise de fonction : « *I am not a Frenchman !* ».

Dans ce qui s'apparente à une dénationalisation de la langue et des cerveaux, le français est en quelque sorte relégué au rang de *langue domestique* – le terme est ici littéralement approprié. Car pour dissoudre notre pays dans « l'économie de marché ouverte sur le monde », et pour tenter de désarmer et diviser les résistances populaires, les maîtres du CAC 40 ont entrepris d'effacer ce repère essentiel dont dispose notre peuple pour s'unir et s'identifier : sa langue. Après avoir criminalisé l'héritage révolutionnaire du monde du travail, la *Francheuropa d'en haut* serait ravie d'araser le « mauvais esprit » de ces écrivains frondeurs que furent Villon et Rabelais, Molière et Descartes, Diderot et Rousseau, Aragon et Éluard, Césaire et Fanon...

À Paris, dans les allées du pouvoir, on montre l'exemple. Ainsi Christine Lagarde ne se cache pas de « *manager* » Bercy en anglais. Valérie Pécresse, lauréate du *Prix de la Carpette* anglaise, promeut avec acharnement l'anglophonisation de l'Université en violation de la Constitution qui fait du français la langue officielle de la République. Xavier Darcos impose de fait l'anglais à tous les enfants du primaire sous couvert de l'apprentissage précoce d'une langue étrangère ; mais pourquoi pas l'allemand, l'espagnol, l'italien, ne serait-ce que dans les régions frontalières ?

Quant au chef de l'État, il vient de s'illustrer en inaugurant la nouvelle base militaire d'Abu Dhabi : devant les caméras de la télévision française, c'est en anglais qu'il interrogea l'officier français chargé de le « *brief* » sur la disposition des forces... Le même avait semé la consternation au Québec par ses déclarations peu avant l'ouverture du sommet de la Francophonie.

Dépossession d'une vision du monde

A ce rythme, combien de temps faudra-t-il pour que la langue du *Discours de la méthode* et de la *Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen* devienne à Paris ce qu'est devenu le gaélique à Dublin ? De même, combien de temps pour transformer ces langues de haute culture que sont l'allemand ou l'italien en jargons bredouillés par des « indigènes » inaptés à l'« employabilité mondiale » ? Au-delà de l'indéniable enjeu national, la cause du

français s'articule donc de manière internationaliste à la défense de toutes les langues contre ceux qui veulent déposséder les peuples de leurs concepts, de leur manière de penser, et, au fond, de leur vision du monde. *Car à pensée – impériale – unique, sabir unique. Et tant pis si la classe ouvrière francophone (et a fortiori sa composante immigrée) devient étrangère dans son pays. L'« élite » planétaire américano-formatée se dote ainsi d'une arme linguistique de destruction massive lui permettant d'atomiser psychologiquement la nouvelle plèbe mondiale, vouée à « anglo-baragouiner » sous l'oeil méprisant des nouveaux seigneurs. Une telle perspective n'a pas de quoi émouvoir Dominique Strauss-Kahn (FMI) ou Pascal Lamy (OMC), les socialistes français qui pilotent la mondialisation ; ni d'ailleurs Martine Aubry ou Ségolène Royal, dont les euro-retrouvailles lors du rassemblement électoral près de Nantes se sont récemment tenues sous une banderole proclamant fièrement first the people !* (3)

De leur côté, François Chérèque et Bernard Thibault ont accepté que la seule langue de référence de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) soit l'anglais. Un choix d'autant plus paradoxal que le français est langue officielle du Bureau International du Travail (BIT). De même, l'ensemble des syndicats français affiliés (CGT, CFDT, FO) ou candidats (FSU) à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) promeut-il sans états d'âme le « *nouveau deal européen* » prôné par cette dernière (*lire p. 13*). Un glissement linguistique qui traduit un basculement conceptuel : substituer la culture du marchandage à la tradition syndicale française fondée sur la solidarité de classe (4). Que dire de la LCR-NPA, dont le journal *djeun'* se nomme *Red* (« Rouge »). Il faudrait également évoquer ces députés PS, UDF et PCF qui entendaient mettre *constitutionnellement* à égalité le français et les langues régionales... ouvrant ainsi la voie à la ratification de la *Charte européenne des langues régionales et minoritaires* voulue par l'UMP. Qui connaît l'origine de cette Charte et l'esprit de ses initiateurs ne peut guère en douter : l'arrière-plan n'est autre que l'euro-régionalisation de la République sur des bases ethno-linguistiques. Entre l'anglais « global » et la langue régionale, le français n'a qu'à bien se tenir...

C'est donc en réalité toutes les langues du monde qu'il conviendrait de protéger du *tout-globish*. Y compris celle de Shakespeare et de Shelley, menacée au premier chef d'un « ajustement structurel » bien peu littéraire par « Business Europe » et consorts. La tâche est immense, mais les forces ne manquent pas pour y contribuer.

GEORGES GASTAUD

Work in french ! - L'Humanité – 17 décembre 2009 – La France sarkozienne

par François Taillandier

J'avais envie de me moquer du grotesque spot des jeunes de l'UMP, sur lequel on voit plusieurs de nos ministres se trémousser et chanter en lipdub qu'ils veulent « changer le monde ». Mais dans l'intervalle, j'ai pris connaissance de la tribune publiée récemment par des associations de défense de la langue française (1), et je crois que c'est plus important. Voici pourquoi.

Ce texte est passionnant parce qu'il établit une relation directe entre la langue française et le monde du travail. Le monde du travail, où les salariés de Continental-Clairoix ont appris en anglais qu'ils étaient mis dehors ; où les odieux procédés de management de France Télécom s'intitulaient allègrement Time to move ; où l'anglais imposé peut aboutir à des erreurs techniques aux conséquences graves ; où ceux qui n'ont pas l'argent et l'énergie pour s'offrir les cours du Wall Street Institute sont méprisés et pénalisés ; où un grand patron ose dire que « le problème de la France, c'est sa langue ». Cette initiative prouve que l'attachement à une langue correspond à un besoin démocratique et social. Elle relaie l'action de plusieurs syndicats qui, début 2007, avaient tenu au Palais-Bourbon une conférence de presse sur le thème « le droit de travailler en français en France ».

En février dernier, j'avais cité ici cette déclaration d'un grand ponte de Nestlé : « Dans une école de commerce, le fait d'avoir un enseignement totalement en anglais me paraît fondamental car cela permettra d'obtenir des étudiants et des cadres parfaitement fluides. » Je recommandais donc aux étudiants de ne pas être fluides. Récemment, des étudiants de Paris-VIII m'ont demandé de reproduire ce texte dans une publication qu'ils ont créée. J'en ai été ravi, car je pense que tout se tient, et que la question linguistique est peu à peu perçue dans sa réalité. La langue anglaise (dommage pour elle) est devenue l'instrument d'élites mondialisées qui, non contentes de détenir le pouvoir, entendent que leur logique de marchés devenue folle soit l'alpha et l'oméga des sociétés humaines. Bon, soyons équitables. La langue ne fait pas tout. La chanson du lipdub des *djeun'* de l'UMP était en français. Mais si vous êtes ministre et que vous chantiez des inepties en vous tortillant comme un imbécile, ça reste des inepties et vous restez un imbécile. Même en français.

(1) lemonde.fr/opinions/langue-francaise-etat-d-urgence-par-un-collectif-d-associations.

CONTRIBUTIONS et SOUTIENS

Contributions au débat organisé en Avignon par l'association COURRIEL le 20 juillet 2010

L'intitulé du débat " Défense de la langue française " me fait penser à un petit texte de " Mon cœur mis à nu " (La Pléiade, Paris, 1962, p.1285) où Baudelaire parlait, sans développer, " de la prédilection des Français pour les métaphores militaires ", certes du Bellay déjà avait cette posture guerrière mais le problème aujourd'hui est plus compliqué quand on assiste à une véritable invasion d'expressions anglo-saxonnes dans le parler quotidien et dans l'écriture de la langue française. Si *week-end* a définitivement gagné la partie contre *fin de semaine*, il n'y a aucune raison pour que *management*, mot authentiquement et intégralement français, devienne, par un détournement de sens et d'origine, progressivement anglo-saxon par l'américanisation de sa prononciation. Et pourquoi ne pourrait-on pas exiger dans tout document à prétention scientifique, littéraire ou mathématique l'équivalent obligatoire *abstract* = *résumé* ou *summary* = *sommaire*. Là ce n'est plus l'affaire du peuple des chansonniers ou des poètes mais des académies.

Les mots comme *week-end* et maintenant *black* de plus en plus constituent une classe d'expressions typiques qui n'appartiennent pas à la linguistique française, ils doivent être renvoyés au lexique ou à la phraséologie. Car le premier est pittoresque " pour faire moderne, branché ou ..." et le second est anecdotique. Tous deux ont une caractéristique singulière et appartiennent au répertoire des locutions importées. Le second procède du besoin de respecter l'interdiction générale tacite de dire le mot nègre trop chargé négativement d'histoire coloniale et ou raciste. Noir est entaché aussi d'un relent négatif " travail au noir" etc. *Black* est de bout en bout un procès de parole- on veut oublier la traite des nègres-. *Black* est utilisé dans les jeux collectifs et aussi dans les cafés ou les restaurants pour désigner au milieu du public ou d'une salle un individu de type africain. " Allez voir le black " qui est là-bas sur la terrasse. Le garçon de café qui parle ainsi observe l'interdiction sociale de dire nègre ou noir. De même le reporter sportif parlera d'une équipe de black parce qu'en français le mot black n'existe pas réellement. Dans ce cas précis on pourrait dire en allant loin et en exagérant un peu que la langue française importe des squelettes et non des mots chargés d'une motivation profonde.

J'ai lu, je crois, dans le grand Robert – mais je n'ai pas le temps de le rechercher- le conseil de ne pas utiliser le mot nègre, si soi-même on ne l'est pas. L'article du Dictionnaire Culturel Robert est exhaustif à ce sujet. Il y a là comme un tabou linguistique.

Courriel imposé par l'évolution technique est tout à fait justifié, pour remplacer l'expression *e-mail*, mais je crois que c'est le fait des Québécois. À ce sujet, on peut faire remarquer la grande timidité des Français de l'hexagone pour s'emparer d'une innovation et la dénommer. Or " dénommer, comme l'écrit Benveniste, c'est-à-dire créer un concept, est l'opération en même temps première et dernière d'une Science" (tome 2 p.247)

Mais la défense de la langue française ne s'arrête pas à l'analyse des mots importés elle concerne aussi sa diffusion et son extension. Là où au début du siècle, la langue française avait pratiquement statut de langue officielle, elle est reléguée au second ou au troisième rang. Dans un pays comme Haïti, pays qui est le mien, la langue française était la langue officielle et de culture. Le peuple en grande partie créolophone aspirait à parler un jour la langue de Molière. Déjà Toussaint Louverture, un vrai francophile, fit rédiger la constitution de 1801 en français. Et l'acte d'indépendance du pays fut aussi rédigé en français décrété langue officielle quand en France il y avait encore des langues régionales.

Toute la littérature haïtienne du 19^{ème} siècle est écrite en langue française, et, à quelques exceptions près toute la littérature haïtienne du 20^{ème} siècle est aussi écrite en français. C'est à partir du milieu du 20^{ème} siècle qu'on assiste à l'éclosion, timide d'ailleurs, d'une littérature haïtienne en langue créole. À cela deux ou trois explications : la première, c'est l'éloignement progressif de la France et des Français d'Haïti à partir de 1896 et l'intérêt parallèlement marqué des États-Unis pour la République noire, ce qui correspond à la disparition de l'hégémonie culturelle du Français en Haïti, la deuxième, c'est l'occupation militaire américaine du pays de 1915 à 1934 pendant que la France était préoccupée par les problèmes liés à la première guerre mondiale. Durant cette période les Américains se sont installés en Haïti avec armes et bagages, avec une langue et une culture pour débouter la langue française et imposer leur vision du monde dans tous les domaines au peuple haïtien ; la troisième, c'est l'analphabétisme régnant dans la société haïtienne : toutes les couches sociales envoyaient vers les États-Unis d'Amérique des membres, ils en revenaient avec un baragouin américain qui remplaçait plus ou moins brutalement le vernis français acquis antérieurement en Haïti.

Mais c'est à partir de 1915 que l'agressivité culturelle nord-américaine s'est systématiquement déployée : un pasteur américain, évangéliste baptiste aux Philippines puis dans les Caraïbes, Charles Laubach, a introduit en Haïti l'alphabet phonétique international pour transcrire le créole. Cette façon de procéder a été remise en valeur de nos jours par des linguistes de l'Université René Descartes : leur objectif, faciliter l'apprentissage de la lecture et de l'écriture par les Haïtiens, comme si les Haïtiens étaient incapables, contrairement à d'autres peuples, d'apprendre à lire et à écrire avec un alphabet latin. Il y a là un mépris intolérable. Chaque langue possède sa prononciation ainsi le groupe de lettres *free* se lit " fri " en anglais et " fre " en français. Il n'est pas nécessaire de faire appel à l'alphabet phonétique. Les mots *camion, condamnation, confiance, foie, foi, fois* s'écrivent, en créole, respectivement, *kamyon, kondanasyon, konfyans, fwa*. L'écolier haïtien ne reconnaîtra pas ces mots quand il apprendra le français, quel est l'intérêt d'une telle graphie du créole avec un " un déluge de k,w,y " comme le souligne la linguiste haïtienne M. T. Archer dans son livre *La créologie haïtienne* (Editions Le Natal, Port-au-Prince, 1987). En étudiant chaque lettre de l'alphabet créole, M. T. Archer a prouvé : " contrefaire l'alphabet latin d'écriture du créole, c'est rompre et même détruire l'étymologie de cette langue " (in op.cit., p.177)

Je suis tout à fait de l'avis de cette linguiste haïtienne qui plaide pour un créole haïtien d'origine latine et non pour un créole venu de nulle part comme le propose l'orthographe phonétique. Et la France n'a rien fait auprès de ses élites pour contrecarrer cette tentative Le but de cette manœuvre est simple : incorporer Haïti par sa nouvelle langue créole " anglo-saxonnisée " au drapeau américain. On me dira que c'est un petit pays pauvre, sans pétrole, au sous-sol sans ressources, qui n'intéresse pas une grande puissance ! Je ne crois pas à cette argumentation. Des événements récents qui n'entrent pas dans le cadre de ce développement l'ont prouvé.

Toujours est-il que les élites françaises qui s'occupent de francophonie ne sont pas vigilantes sur cette expulsion progressive du français de l'horizon de certains peuples. Il y a, en Haïti même, près de 9 millions d'habitants, donc de lecteurs potentiels s'ils sont alphabétisés et à peu près 5 millions à l'extérieur soit un lectorat éventuel de 14 millions. La francophonie n'aurait-elle pas intérêt à regarder de ce côté-là ?

Jean MÉTELLUS

La langue française concerne chacun de nous, artiste-interprète, chercheur ou enseignant, quelle que soit la position au sein de la société que nous pouvons être amenés à occuper tour à tour. Nul ne peut oublier que la pensée est intimement liée à la langue que nous véhiculons à la fois dans nos processus de penser ès qualités de chercheurs ou d'enseignants mais aussi d'artistes-interprètes (un chef français n'entend pas *Pelléas* comme un chef chinois, russe -- quoique -- ou allemand) et, de même que, pour l'écrit, la forme est le véhicule du fond, on ne peut, à mon sens et spécialement en matière de transmission orale, concevoir clairement et profondément la conceptualisation d'un discours qu'à travers la langue vernaculaire que l'on pratique couramment, souvent depuis l'enfance (j'écris cela lors même que je serais en droit de considérer que le français -- que je dois à l'école de la République -- n'est pas "tout à fait" ma langue maternelle au sens strict du terme)... En tout état de cause, l'actuelle impertinence des puissants qui trahissent leurs peuples, la Constitution de la République (article 2), qui oublie que le Conseil national de la Résistance s'est aussi retrouvé autour de la langue française (fédératrice dans un moment des plus graves de l'histoire de ce pays), ces purs produits des multinationales déguisés en politiques (on est ainsi passé de l'École nationale d'administration à l'Oréal...) qui tentent, dans le même temps, de bafouer les lois (loi Toubon du 4 août -- abolition des privilèges ? -- 1994, article 1), qui s'essaient à imposer le volapuk anglo-saxon, construit sur des néologismes commerciaux qui n'ont rien affaire ni avec Shakespeare -- lequel demeure, pour moi, comme il l'était au XIXe siècle, en France, quand Berlioz le découvrait dans la langue originale, un immense poète (peut-être le plus grand depuis l'Antiquité), un dramaturge, voire un musicien (car l'on oublie trop souvent que, comme chez Molière, les pièces de Shakespeare comportent de la musique et des chants, outre que sa langue n'est pas celle pratiquée par les firmes commerciales mais, bien plus, celle de l'ensemble des couches sociales de son temps), et pas davantage non plus avec Benjamin Britten ou même les Beatles... Enfin, je rejoins Claude Hagège, lorsqu'il emploie le terme de "guerre" à propos de la défense de la pluralité des langues et j'ose ajouter que ne pas défendre la langue française est une entreprise qui vise à inféoder un peuple, c'est-à-dire, en toute logique, à l'entraîner sur le chemin des procédés anciens pratiqués par tous les impérialismes et leurs corollaires colonialistes ou néo-colonialistes tels qu'ils existent depuis la nuit des temps : il suffit ici de se souvenir que le latin conquis l'Europe (c'est-à-dire le monde) ou que les panneaux

d'orientation étaient en Allemand, à Paris, sous l'Occupation, pendant qu'ils étaient en français à Alger pendant la colonisation, voire au-delà.

Il est vrai que lorsqu'on entend à quel point la prétendue élite conduite par un avocat d'affaires massacre la langue française -- comme au reste la langue anglaise --, on comprend aisément que, pour ces gens, la langue n'est pas autre chose qu'un embarras dont ils aimeraient bien se défaire, s' il ne s'agissait pourtant de continuer d'endormir les citoyens de ce pays afin d'étouffer chaque jour davantage leur génie propre.

Bien cordialement,

Gérard STRELETSKI - Maître de conférences des universités - Chef d'orchestre - musicologue

Notre monde linguistique est infesté d'anglicismes qui miment une « élégance », un dandysme factices, infesté d'une reconnaissance ad vitam pour « le sauveur » de la seconde guerre mondiale ce héros si bien vendu par Hollywood qu'il a su placer ses poncifs à toute la planète hélas, et ce n'est pas toujours pour le meilleur de la culture

anglo-américaine...

Alors c'est vrai qu'on peut tenter de protéger la langue si belle de Molière si forte et si audacieuse de Diderot et Beaumarchais, sans tomber dans un protectionnisme réactionnaire, rester vigilant à la laisser vivante, ingénieux à trouver les parades, à garder ainsi la pluralité du monde.

SAPHO

Oublions le lampiste, voulez-vous ?

Yvan Edouard, qui fut professeur d'anglais, racontait qu'il se moqua un jour gentiment de son ami Marcel Pagnol, ex-professeur d'anglais lui aussi, devenu académicien et, donc, défenseur de la langue française.

Pagnol lui rétorqua : « *Pauvre couillon que tu es ! Tu ne te rends pas compte que sans l'Académie française, on ne pourrait plus jouer Molière* ».

Et il ajouta : « *Nous devrions avoir un budget supérieur à celui de l'Armée. Notre langue est une citadelle assiégée que nous avons défendue contre l'invasion des barbares venus de tous les points cardinaux* ».

Et encore : « *Engueule-moi si ça te fait plaisir, mais tes petits-enfants me remercieront. Grâce à moi, ils auront éventuellement l'occasion de te lire dans le texte, sans avoir besoin d'une traduction juxtalinéaire.* »⁽¹⁾

S'agit-il pour autant d'interdire toute évolution de notre langue, de la préserver comme une œuvre d'art achevée que le contact avec d'autres langues ne pourrait que profaner ? Non, bien sûr, et ce débat est déjà tranché. Chaque langue s'enrichit des autres comme chaque peuple s'élève par la culture des autres.

Ce dont il s'agit, c'est de résister au rouleau compresseur d'une langue qui prétend écraser les autres et les remplacer, tout bonnement.

⁽¹⁾ (AUDOUARD RACONTE PAGNOL. Page 94, édition livre de poche).

A peu près partout dans le monde, les congrès de toutes sortes se font en anglais, les actes des colloques sont rédigés en anglais, même si les anglophones y sont minoritaires, même, parfois, si aucun n'est présent.

La langue anglaise tend à devenir celle de l'Union Européenne.

Voici comment se déroulent les votes à Strasbourg, si j'en crois Jean-Luc Mélenchon, député européen dont beaucoup de ses détracteurs ignorent le plus gros défaut : il est hispanophone et non anglophone, comme il le faudrait :

« Suivant la tradition de cette noble assemblée, les documents arrivent d'un coup à partir de vendredi puis pleuvent jusqu'au début des votes et même pendant leur déroulement. Il faut se battre pour avoir les textes en français, puis il faut les décrypter un par un et décider des votes en appuyant sur le bon bouton et en levant la main en cadence pendant les cents, deux cents votes ou davantage à émettre sans explication ni intervention pendant environ une heure chaque jour ».

Il faut se battre à Strasbourg. Il faut se battre à Bruxelles ! Il faut se battre à Paris où l'anglais s'impose même dans des congrès franco-français.

A quoi tient le succès de cette invasion ?

- A l'incomparable beauté de cette langue, à l'harmonie de sa musique propre qui chante à nos oreilles et ridiculise les sons gutturaux de toutes les autres? La chose est loin d'être établie.

- A la supériorité d'une culture sur toutes les autres réunies ? Sans vouloir déprécier nos amis les artistes et intellectuels états-uniens, l'affirmation est pour le moins exagérée.

- Au nombre de pays qui parlent anglais sur la planète ? Regardez la carte du monde francophone et voyez comme en Europe, en Afrique, en Asie, en Amérique du Nord, notre langue est présente.- Au nombre de locuteurs, qui feraient de l'anglais la langue la plus parlée sur la planète ? C'est oublier le Chinois (le mandarin). Et regardez l'Amérique latine qui parle surtout l'espagnol comme, d'ailleurs, 15 % des Etats-uniens.

La bonne réponse ne sera pas donnée si l'on ne pose pas que la langue dont il est question est en vérité la langue Etats-unienne ou, si l'on préfère, l'anglais des Affaires. Ce n'est pas William Shakespeare, Harold Pinter, ni même Arthur Miller qu'elle fait prioritairement entrer chez nous, c'est Georges Soros, Warren Buffett, Bernard Madoff.

Il nous faut regarder vers Wall Street et vers le Pentagone. De tout temps, c'est la puissance et la richesse des armées qui règlent *in fine* la nature des rapports entre les nations, qui garantissent les échanges économiques, le respect des contrats, les intérêts propres de chaque peuple, y compris leurs intérêts culturels. Ne pas le voir, c'est confondre les conséquences avec les causes, c'est faire l'impasse douillette et mortelle sur la vraie bataille à mener.

En vérité, ce déferlement (qui rencontre si peu de résistance dans les sphères qui devrait le contenir) est dû à l'incroyable supériorité militaire de la plus grande puissance que le monde ait jamais connue. Une puissance qui consacre à son budget guerrier la moitié des dépenses consenties au même budget par l'ensemble des autres pays réunis, une puissance dont les armées sont présentes partout sur la planète, réparties en plus de 800 bases militaires, une puissance qui fait et défait les gouvernements des pays pauvres, façonne l'opinion mondiale, achète ce qui se vend, y compris les médias, les hommes et les gouvernants.

Jean-Luc Godard a dit : « **La guerre, c'est simple, c'est faire entrer un morceau de fer dans un morceau de chair.** »

Le Pentagone est capable de projeter des morceaux de fer partout dans le monde. Hollywood sait faire de ses exploits des films (en anglais, sous titrés) qui nous éclaireront sur la sauvagerie des peaux-rouges et sur le fanatisme vietnamien, serbe, afghan ou irakien, bientôt peut-être iranien et vénézuélien.

La bataille pour la défense de la langue française est perdue d'avance si l'on impute uniquement son recul à nos gouvernants, à des technocrate de l'Union Européenne, à nos scientifiques (qui doivent passer sous des fourches caudines) à « la perfide Albion ».

Tandis que quelques mots fantassins se glissent, ostensiblement, dans les pages de nos dictionnaires, des régiments entiers envahissent nos esprits, ambassadeurs d'un mode de vie qui n'est pas le nôtre.

« Paysan, défends moins tes pommes et défends mieux tes pommiers » disait Hugo. Défendons ce que nous sommes et les mots pour le dire seront sauvés.

Le monde compte à ce jour 6 milliards 800 millions d'individus. C'est beaucoup. C'est assez pour que tous puissent, s'ils le veulent et s'ils le veulent ensemble, continuer à parler, à écrire et à lire d'abord dans la langue qui est la leur, ce qui les disposera favorablement pour en aimer d'autres et pour les apprendre.

Maxime VIVAS, écrivain.

ASSOCIATION COURRIEL

www.courriel-languefrancaise.org

Le **CO.U.R.R.I.E.L.** (*Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance l'Initiative et l'Emancipation Linguistique*) est une association de défense de la langue française, résolument à gauche, fondée sur le refus de la *substitution* linguistique qui se met en place à grande échelle, ainsi que sur la compréhension de ses causes et enjeux sociaux, économiques et politiques. Face à l'invasion triomphante et très organisée de l'anglais commercial -le « tout-anglais »- dans *tous* les domaines, publics et privés, de nos quotidiens, le collectif s'est fait mission de développer une résistance de masse à la mesure de l'ampleur sans précédent de cette « colonisation douce ».

Le Collectif a vocation à rassembler et coordonner les personnes se retrouvant dans le constat et l'analyse portés par le **Manifeste Progressiste pour la défense de la langue française** (<http://www.defenselanguefrancaise.org>)

Le bureau national (bureau@courriel-languefrancaise.org)

Présidents d'honneur :	Georges Hage (ancien dép. com, doyen de l'AN) Léon Landini (ancien résistant, officier FTP-MOI)
Président exécutif :	Georges Gastaud (philosophe)
Secrétaire général :	Matthieu Varnier (chercheur)
Secrétaire aux relations extérieures :	Guillaume Beaudoin (fonctionnaire)
Secrétaire aux militants :	Martine Rafflin (fonctionnaire)
Membres du Bureau :	Jean-Paul Leroy , Gaston Pellet

Sélection de contributions dans la presse et les média, par le COURRIEL ou avec ses partenaires associatifs et à son initiative :

- * *La Voix du Nord*, Georges GASTAUD « Arras, ville française ou bilingue ? ».
- * *La Croix du Nord*, entretien de Georges GASTAUD, « *Le COURRIEL, pour sauver la langue française !* », édition du 8 au 14 janvier 2010.
- * *BRN*, article de Georges GASTAUD, n°044 du 18 juin 2009 « *Tenir sa langue pour ne pas être réduit au silence* »
- * *Informations Ouvrières* (hebdomadaire du POI), « *Refuser le basculement de la France au tout-anglais patronal* ».
- * *Le Monde* (version électronique) en tant que co-signataire d'un appel paru dans la rubrique « Opinions » signé avec 10 autres associations : Appel, Langue française : état d'urgence.
- * Lire également sur *l'Humanité*, www.humanite.fr/L-anglais-langue-unique
- * *A paraître dans le Monde diplomatique*, texte de Gaston PELLET « *Qui veut la mort de la langue française ?* »